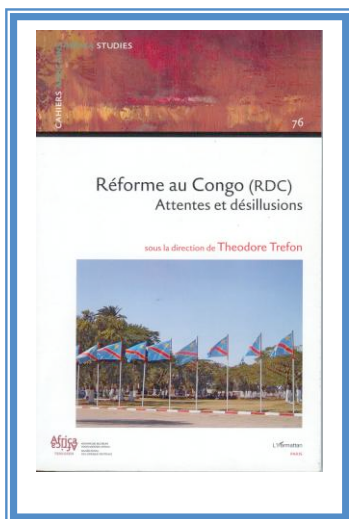


LU POUR VOUS....

REFORME AU CONGO (RDC)

Attentes et désillusions

Sous la direction de Theodore **TREFON**
L'Harmattan, Musée royal de l'Afrique centrale
2009, Collection cahiers africains 275 pages-30€



Introduction

Attentes et désillusions Theodore **Trefon**

Les grandes initiatives et les nombreux projets menés en faveur de la réhabilitation de l'Etat congolais ont échoué. La responsabilité de cet échec est partagée par les acteurs internationaux et les autorités congolaises. Analysant les stratégies, agendas et faiblesses des acteurs, l'introduction met en lumière les raisons de cet échec. Les différentes logiques autour de la réhabilitation des Etats en faillite sont mises en perspective. L'auteur présente la situation politique et les grandes lignes des réformes en RDC. Il montre l'influence du contexte sociopolitique et socioculturel sur les jeux des différents acteurs impliqués dans les réformes, ces dernières pouvant prendre des allures de « mascarade »

Chapitre I

Le territoire et l'Etat Roland **Pourtier**

Ce chapitre part de l'hypothèse que la reconstruction de l'Etat congolais ne pourra être effective qu'avec la reconstruction de son territoire. Pour la RDC, c'est un défi de grande envergure car les années de guerres ont renforcé la fragmentation du territoire. L'auteur envisage les conditions de cette revitalisation spatiale à différentes échelles : nationale, provinciale, locale et régionale. Il montre que Gouvernance va de pair avec encadrement territorial.



ZOOM

- ✓ L'équilibre entre la dimension utopique du désirable et celle, plus pragmatique, du réalisable en matière de réforme reste à atteindre en RDC
- ✓ Renouer les fils défaits du territoire représente un défi incontournable à relever pour reconstruire l'Etat
- ✓ La population devient un acteur important du paysage sociopolitique
- ✓ La décentralisation est un enjeu décisif de l'organisation politique et administrative du pays
- ✓ L'impasse dans laquelle se trouve la réforme de la justice invite à repenser la globalité des réformes liées à la gouvernance
- ✓ Le développement économique et social du pays est un incontournable de la stratégie de reconstruction
- ✓ La question de la sécurité se trouve au cœur de la réhabilitation de l'Etat et du développement d'un espace démocratique
- ✓ Le renforcement de la Monuc dans le pays la rend indispensable pour consolider la paix, et un minimum de bonne gouvernance. Comment le pays pourra-t-il sortir de sa dépendance à l'ONU et aux pays donateurs ?
- ✓ La société civile pourrait, en tant qu'agent de changement, contribuer à la reconstruction ou la responsabilisation de l'Etat congolais
- ✓ Les différents acteurs impliqués dans le processus de réforme du secteur minier partagent la responsabilité d'une stratégie peu adaptée aux besoins et aux réalités de ce secteur
- ✓ Le développement des médias est dépendant d'une vision et d'un engagement politique à long terme reposant sur un état des lieux lucide de l'existant dans ce domaine
- ✓ Le développement agricole reste incontournable pour une meilleure croissance économique, l'amélioration de la sécurité alimentaire et le bien être des populations
- ✓ A travers les changements et les évolutions sur les scènes régionale et mondiale, la RDC entre dans une nouvelle ère mais l'objectif d'instaurer un Etat de droit démocratique reste à atteindre.
- ✓ La conception des méthodes d'évaluation socio-économique pourront, à l'avenir, s'appuyer sur de nouveaux indicateurs prenant en compte le BNB « Bonheur National Brut »

Chapitre II

Les élections **Léon de Saint Moulin**

Le paysage sociopolitique de la RDC présente des diversités. Les votes de 2006 traduisent la profonde transformation du sentiment ethnique et une nouvelle structuration de la société. Un fossé considérable existe entre les dirigeants politiques et la population. Le développement d'une conscience civique se profile, il s'enracine dans une évolution socioculturelle agissant comme une force régulatrice de l'avenir.

Chapitre III

La décentralisation **Michel Liégeois**

La nouvelle constitution, adoptée en 2005, opte pour une décentralisation ambitieuse et constitue une évolution décisive de l'organisation politique et administrative du pays. Cette nouvelle orientation institutionnelle comporte de nombreux défis identifiables à travers cinq points : l'appropriation par les acteurs congolais de la nouvelle constitution, l'intrication étroite entre les aspects pragmatiques et politiques, une nouvelle fiscalité impliquant de penser des modalités de transfert de compétences et de recettes, la politique entre partisans d'un Etat centralisé et avocats d'une structure de type fédéral, l'importance du rôle des partenaires internationaux dans l'appui au processus de décentralisation

Chapitre IV

Réforme du secteur de la justice **Thierry Vircoulon**

La réforme de la justice est un des changements clés apte à remettre le pays sur le chemin du droit et de la croissance. Elle vise à rendre réels la démocratisation et le respect des droits de l'homme. Aucune stratégie pertinente n'a encore été trouvée pour sa mise en œuvre. Le rythme des réalisations est lent ; certains objectifs allant à l'encontre des habitudes et pratiques du monde judiciaires restent au stade incantatoire.

Chapitre V

Dettes et développement **Arnaud Zacharie**

Après une décennie de pillages et de guerres, la RDC a du régulariser sa position financière extérieure pour se reconnecter aux circuits financiers internationaux. En 2002, une opération de restructuration de sa dette extérieure ponctuée par un allègement de cette dernière est suivie d'un programme de stabilisation macroéconomique et d'une stratégie de croissance et réduction de la pauvreté. Malgré ces différents programmes et allègement la situation économique et sociale du pays reste très fragile.

Chapitre VI

Réforme du secteur de la sécurité **Hans Hoebeker, Henri Boshoff, Koen Vlassenroot**

La situation sécuritaire est une question fondamentale de la réhabilitation de l'Etat. La mise en œuvre de mesures permettant de restaurer la sécurité reste une faiblesse de l'Etat congolais. L'insécurité persistante est surtout le fait

d'insuffisance en matière de gestion des problèmes liés à la corruption, associé à des politiques prédatrices. Les auteurs proposent une analyse des facteurs endogènes et exogènes liés aux enjeux politiques de la réforme de la sécurité.

Chapitre VII

La Monuc **Xavier Zeebroek**

Le renforcement continu du mandat de la mission de l'ONU traduit la lente montée en puissance de la communauté internationale en RDC. Des tâches essentielles restent à effectuer : le désarmement, la réforme du secteur de la sécurité, la fin de l'impunité, la bonne gouvernance. L'Etat congolais reste extrêmement dépendant de l'ONU et des pays donateurs dans de nombreux domaines qui devraient fonder sa puissance.

Chapitre VIII

Société civile et Etat **Alexandra Bilak**

Les conflits en RDC sont le produit d'un système de gouvernance patrimoniale expliquant leur apparition et leur perpétuation. La société civile, réplique ce même système politique. Rares sont les organisations qui revendiquent un changement positif auprès du pouvoir en place. Quelques exceptions montrent cependant qu'un espace d'intervention à caractère politique est possible pour la société civile.

Chapitre IX

Le secteur minier **Marie Mazalto**

La RDC figure parmi les pays du continent africain les plus richement dotés en ressources naturelles. Elle se trouve pourtant prise dans une spirale de paupérisation en lien avec les formes de mise en valeur de ses ressources naturelles. En 2002, le secteur minier est placé au cœur de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Les organisations financières internationales impulsent une réforme rapide et en profondeur. Une nouvelle loi minière accompagne la réforme des institutions. Plusieurs années après la mise en place de ce cadre rénovant, les résultats atteints sont décevants. La réforme amorcée semble peu adaptée aux réalités et aux besoins de ce secteur. La responsabilité de cette situation est partagée entre les différents acteurs impliqués dans le processus de réforme.

Chapitre X

Les médias **Marie-Soleil Frère**

Les médias occupent une place stratégique dans le processus de consolidation de la paix, de la démocratie et de la citoyenneté dans les Etats en faillite. Depuis dix ans, la communauté internationale porte un intérêt grandissant aux médias congolais. Malgré de nombreuses initiatives, l'intervention concertée des partenaires financiers n'est pas encore une réalité. Dans cet ensemble hétéroclite de bonnes volontés, les acteurs publics et privés du secteur des médias congolais doivent ruser pour trouver leurs propres stratégies et de nombreuses difficultés structurelles persistent.

Chapitre XI

La sécurité alimentaire Eric Tollens

Le développement macroéconomique et l'amélioration de la sécurité alimentaire dépendent de la réhabilitation du secteur agricole. Les 1,7% du budget national consacré à l'agriculture ne permettent pas la réalisation des ambitions officiellement déclarées. La transition entre l'humanitaire et l'urgence d'une part et un développement économique stable et durable d'autre part a échoué. De nombreux investissements privés sont à l'étude mais peu de réalisations concrètes sont opérées. On assiste ainsi à un phénomène de désillusion de la part de la population et parmi les membres du gouvernement.

Chapitre XII

Un régime de semi-tutelle Gauthier de Villers

Depuis l'ascension à la présidence de Joseph Kabila, en janvier 2001, jusqu'à la tenue des élections générales au second semestre 2006, la RDC a été placée sous un régime de semi-tutelle internationale. Les acteurs internationaux ont octroyé des financements et inspiré des textes juridiques ainsi que des programmes gouvernementaux, laissant la compétence et la responsabilité de leur mise en œuvre aux autorités nationales. L'objectif d'un Etat de droit démocratique, témoignant d'une capacité de gouvernance n'est pas atteint aujourd'hui. Les élections ont cependant modifié le mode de sélection des élites politiques permettant aux dirigeants congolais d'opposer leur « légitimité démocratique » aux pressions extérieures.

Post-Scriptum

Les perceptions congolaises du développement Lye M.Yoka

En abordant différentes questions, l'auteur pose un regard critique sur les stratégies de développement en RDC. Il relève une lacune de taille : la dimension culturelle, la question des mentalités n'est pas bien appréhendée par les experts en développement. Les concepts de « bonheur », « bien-être », « développement »... sont perçus comme relatifs par les Congolais en particulier dans le contexte de crise multiforme qui sévit. L'informel s'est imposé dans tous les domaines de la vie sociale et a induit de nouvelles solidarités et de nouveaux modes de partage de richesse au sein des clans, palliant l'absence de dimension (re)distributive affichée par les politiques nationales de développement.

Critique

L'ouvrage coordonné par Theodore Trefon analyse les efforts menés pour la réhabilitation de l'Etat depuis l'ascension au pouvoir de Joseph Kabila. Avec des entrées plurielles, les différentes contributions permettent de comprendre les processus à l'œuvre, les jeux et les enjeux des différents acteurs et leurs incidences sur les réformes engagées en RDC. Elles donnent à lire une responsabilité partagée entre la communauté internationale et les autorités congolaises dans l'échec de la réhabilitation de l'Etat.

Où se situe la frontière entre espace privé et espace public en RDC ? Comment la société compose-t-elle avec la complexité des réseaux à l'œuvre dans la reconstruction ? Quelle est l'incidence de l'échelle des qualités morales sur la démarche de construction de la réforme et sur sa mise en œuvre ? Cette lecture nous plonge au cœur de quelques questions fondamentales.

Est-ce à dire qu'avant toute réforme, il conviendrait de penser une pédagogie de la réforme permettant d'identifier des stratégies, méthodes et outils appuyés sur de vrais indicateurs du « *Bonheur National Brut* » ? L'ouvrage nous y convie et c'est là que réside toute sa richesse : une invitation à ouvrir de nouvelles voies dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des politiques nationales de développement et de reconstruction des Etats en faillite.

Jacqueline BERGERON